

Julien ICARD

Université Paris Panthéon-Assas (Paris II)
Laboratoire de droit social

Julien.Icard@u-paris2.fr

FONCTIONS

- Co-directeur du Master Protection sociale et Rémunérations, depuis 2021
- Professeur des Universités, Université Paris II Panthéon-Assas, depuis 2020
- Professeur des Universités, Université de Valenciennes et du Hainaut-Cambrésis (devenue Université polytechnique Hauts-de-France), 2013-2020
- Maître de Conférences, Université Paris I Panthéon-Sorbonne, 2012-2013

FORMATION

- Agrégation de droit privé et de sciences criminelles, 2013
- Qualification aux fonctions de Maître de Conférences (Section 01), 2012
- Doctorat en droit privé : Thèse *Analyse économique et droit du travail* sous la direction de Monsieur le Professeur Grégoire Loiseau (Mention très honorable et félicitations du jury), Université Paris I, 2011
- Master 2 Droit patrimonial approfondi, Université Paris I, 2006
- Agrégation d'Economie-Gestion, option A, 2005
- ENS Cachan, département Droit-Economie-Gestion, 2002-2006

ACTIVITES UNIVERSITAIRES

FONCTIONS ADMINISTRATIVES

- Membre du Conseil des études et de la vie étudiante (CEVE), Université Paris-Panthéon-Assas, depuis 2022
- Co-directeur du Master Protection sociale et Rémunérations, Université Panthéon-Assas, depuis 2021
- Membre du conseil de l'UFR 2^{ème} et 3^{ème} cycles, Université Panthéon-Assas, 2021-2022
- Membre des conseils COFVU et CAC de l'Université de Valenciennes et du Hainaut-Cambrésis, 2016-2019
- Directeur adjoint du Laboratoire de recherche Institut du Développement et de la Prospective, Université de Valenciennes et du Hainaut-Cambrésis, 2015-2019
- Directeur de l'Institut d'Etudes Judiciaires, Université de Valenciennes et du Hainaut-Cambrésis, 2015-2019
- Membre du CA de la Faculté de droit, Université de Valenciennes et du Hainaut-Cambrésis, 2013-2020

FONCTIONS SCIENTIFIQUES

Membre de jurys de thèse et d'HDR

- Mathias Moranta, L'autorité de l'accord collectif en droit du travail (dir. Françoise Favennec-Héry), Université Paris Panthéon-Assas, 24 octobre 2022 (suffragant)
- Fanny Gabroy, Essai sur la protection du travailleur numérique par les droits fondamentaux (dir. : Laurence Fin-Langer), Université de Caen Normandie, 8 avril 2022 (rapporteur)
- Enguerran Deprat, Le rôle du comité social et économique en matière de santé et de sécurité des travailleurs (dir. Alexandre Fabre), Université Paris Nanterre, 16 déc. 2021 (rapporteur)
- Martha Verner, Le statut du travailleur détaché (dir. Anaëlle Donnette), Université de Montpellier, 7 déc. 2021 (président)
- Arnaud Lucchini, Le concours entre conventions et accords collectifs de travail (dir. Florence Bergeron et Paul-Henri Antonmattei), Université de Montpellier, 30 nov. 2021 (président)

- Ashley Pacquetet, Les plateformes collaboratives : essai de qualification en droit du travail (dir. Jean-François Cesaro), Université Paris 2, 11 mars 2021 (président)
- Amélie Bonardi, L'appartenance du salarié à l'entreprise, Université Paris 2 (dir. Françoise Favennec-Hery), 11 janvier 2021 (suffragant)
- Armand Jagot-Lacoussiere, Le Droit des sociétés par actions et les salariés (dir. Benoît Lecourt), Université Cergy, 3 déc. 2018 (rapporteur)
- Raphaël Dalmaso, HDR « Droit du travail et restructurations » (garant : Patrice Adam), Université de Lorraine, 23 nov. 2018 (rapporteur)
- Laury Le Sagère, Du régime de l'auto-entrepreneur vers un droit de l'auto-entrepreneuriat (dir. Florence Canut), Université de Montpellier, 13 décembre 2016, (rapporteur)
- Walter Gautier, La rémunération du travail salarié (dir. Gilles Auzero), 7 novembre 2016, Université de Bordeaux (rapporteur)
- Camille Lefer, Les droits potestatifs dans le contrat de travail (dir. Jean-Michel Olivier), 1er juillet 2016, Université Panthéon-Assas (rapporteur)
- Nadia Gssime, La mobilité géographique du salarié (dir. Grégoire Loiseau), 10 novembre 2015, Université Panthéon-Sorbonne (rapporteur)
- Mounir Hedda, La réception des groupes de sociétés par le droit du travail (dir. Grégoire Loiseau), 8 juillet 2014, Université Panthéon-Sorbonne (rapporteur)

Direction de thèse / Garant d'HDR

Thèse soutenue

- Agathe Voillemet, L'usage de la donnée médicale. Contribution à un droit des données, Université polytechnique Hauts-de-France, 10 mars 2022 (co-direction : Lina Williatte)

HDR soutenue

- Stéphane Michel, Université Polytechnique Hauts-de-France, 10 juillet 2023

Thèses en cours

- Cassandre Fortin, La faute lucrative en droit social, CIFRE, 2022
- Paloma Fourn, Les politiques de rémunération variable des salariés, CIFRE, 2022
- Erwane Hadjadj, Le juge face au licenciement, CIFRE, 2021
- Samuel Vetier, Le contrôle de proportionnalité en droit du travail, 2021
- Nathalia Watelle, Les modes extra-judiciaires de résolution des conflits en droit social. La déjudiciarisation du droit du travail, 2022 (co-direction : Corinne Bléry, UPHF)

HDR en cours

- Laurent Siguoirt, Université Polytechnique Hauts-de-France (soutenance 2023)
- Dimitra Pallantza, Université d'Artois (soutenance 2023)

ACTIVITES D'ENSEIGNEMENT

M1 Droit social : Droit social international et européen
 M1 Droit social : Droit syndical et droit de la représentation élue du personnel
 M2 Droit et pratique du droit du travail : séminaires divers
 M2 Protection sociale et Rémunérations : séminaires divers
 M2 Droit social général : Droit social international et européen
 M2 Droit social général : Droit du travail approfondi
 M2 Techniques de restructuration des entreprises en difficultés : Droit social des restructurations
 M2 GRH parcours GRH et relations du travail : Droit social international
 M2 Droit des affaires parcours droit social : Droit de la représentation du personnel
 IEJ : Droit social
 DU Dialogue social : séminaires de négociation collective

ACTIVITES SCIENTIFIQUES

SEMINAIRES DOCTORAUX

- Animation de séminaires doctoraux mensuels (actualité ou thématique) pour les doctorants du Laboratoire de droit social (Université Paris 2) depuis septembre 2020
- Animation d'ateliers doctoraux mensuels (présentation de travaux doctoraux par les doctorants) pour les doctorants du Laboratoire de droit social (Université Paris 2) depuis septembre 2020

OUVRAGES COLLECTIFS

- "Circulation et détachement des travailleurs dans l'espace de l'Union européenne", "Le statut protecteur" et "Les conflits collectifs" in A. Fabre, F. Rosa et J. Icard, *Cours de droit social*, 4^{ème} éd., coll. CRFPA, éd. IEJ Jean Domat, 2022.
- "L'application de la Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne en droit du travail" in R. Tinière et Cl. Vial (dir.), *Les dix ans de la Charte des droits fondamentaux de l'UE. Bilan et perspective*, Bruylant, 2020, p.103-122.
- "Le préjudice nécessaire en droit du travail" in A. Mazouz, E. Gardounis, A. Dumery, *Les évolutions contemporaines du préjudice*, L'Harmattan, coll. Droit, Société et Risque, 2019, p. 227-247.
- "Le non-renvoi des QPC en droit du travail" in N. Droin et A. Fautré-Robin (dir.), *Le non-renvoi des questions prioritaires de constitutionnalité : Unité ou diversité des pratiques de la Cour de cassation et du Conseil d'Etat*, Institut universitaire Varenne-LGDJ, Collection « Colloques et essais », 2018
- "Alerte éthique dans la relation de travail" in M. Disant et D. Pollet-Panoussis (dir.), *Les lanceurs d'alerte*, LGDJ, 2017, p. 153-176

RAPPORTS

Participation à l'élaboration et la rédaction du rapport de l'IRDA sur les dispositifs de prévention des risques extra-financiers des grandes sociétés, sous la direction du professeur France Drummond

ARTICLES

- "La prescription dépend de la nature de la créance objet de la demande", *SSL* n°2052, 26 juin 2023, p. 41
- "Contrat de travail international et pluralité de représentations", *Dr. soc.* 2023, 484
- "Bilan et perspectives des alternatives au licenciement pour motif économique », *JCP S* 2023, 1121 (avec Y. Tarasewicz)
- "A propos de la privatisation du droit du travail", *RDLA* 2022, 58.
- "Le niveau de consultation du comité social et économique", *Dr. soc.* 2022, 539
- "Avant-propos" au dossier relatif à la loi visant à améliorer la protection des lanceurs d'alerte, *JCP E* 2022, 1213
- "L'entreprise en droit social : propositions et évolutions", *JCP S* 2022, 1108 (avec G. Duchange)
- "Pour un retour au droit commun de la prescription en droit du travail" in Controverse : « Faut-il simplifier la prescription en droit du travail ? », *RDT* 2021, p. 556
- "OPA. Le droit commun de la consultation au secours des CSE", *RD bancaire et fin.* 2021, n°5, doss. 24.
- "Le contrôle du CSE et les crises", *JCP S* 2021, 1155 (avec M.-C. Pottecher)
- "Le forfait mobilités durables", *JCP S* 2021, 1104 (avec E. Jeansen)
- "Le licenciement pour motif économique et la crise sanitaire", *Dr. soc.* 2020, 602
- "Le transfert individuel du contrat de travail", *JSL*, n°500, 19 juin 2020
- "Le reflux désordonné du préjudice nécessaire. Brefs propos sur la sanctuarisation circonscrite d'une présomption de préjudice", *RDC* 2019/4, p. 98
- "La conventionnalisation des règles relatives aux contrats précaires", *Bull. Joll. Trav.* déc. 2019, p. 55
- "Le revenu universel, une alternative au contrat de travail ?", *Dr. ouv.* sept. 2019, n°854, p. 605 (avec Cl. Magord)
- "La prescription en droit du travail. Étude d'actualité des relations individuelles de travail ", *RJS* 5/2019, p. 331-344.
- "Le détachement des travailleurs, symbole des débats sur l'avenir de l'Union européenne", *D.* 2019, 546
- "La mise en jeu de la responsabilité civile dans le contexte d'une requalification d'une relation de travail temporaire", *RDC* 2018/4, p. 606.

- "La nouvelle temporalité du détachement", *Bull. Jol. Trav.*, nov. 2018, p. 211
- "De la requalification-sanction du contrat à durée déterminée", *BICC* n°887, 15 sept. 2018, p. 32
- "L'incidence d'un transfert d'entreprise sur le comité social et économique", *Bull. Jol. Trav.*, sept. 2018, p.75
- "La pré-justification de certains licenciements à l'épreuve des normes supra-légales", *Dr. ow.*, juillet 2018, n°840, p. 427
- "Négociation collective et petite entreprise", *Cab. soc.*, juillet 2018, p. 363
- "Les contours de la pré-justification conventionnelle du motif de licenciement", *Cab. soc.*, déc.2017, p. 598
- "Le maintien judiciaire du contrat précaire au-delà du terme convenu", *RJS* 7/2017, p. 515
- "L'alerte individuelle en droit du travail", *Dr. soc.* 2017, 545
- "Penser la mobilité juridique du salarié. Etude du transfert individuel du contrat de travail", *RDC* 2017/2, p. 327
- "La négociation collective d'entreprise après la loi Travail", *RJS* 05/2017, p. 362
- "Le juge et les modes conventionnels de règlement des litiges", *Dr. soc.* 2017, 33
- "Clauses de contentieux international du travail", *Cab. soc.* 2016, novembre, n°290, p. 576
- "Une lecture économique du projet de loi Travail", *JCP G* 2016, 455
- "L'incidence de la jurisprudence *Air France* dans le contentieux du harcèlement moral", *Cab. soc.* 2016, avril, n°284, p. 214
- "La notion de détachement après la directive 2014/67/UE", *RMCUE* 2016, 81
- "La réforme de la rupture du contrat de travail" (loi Macron), *Cab. soc.* 2015, octobre, n°278, p. 544
- "L'apostasie républicaine feutrée de la chambre sociale", *JCP G* 2015, 492
- "Requalification-sanction et prescription", *Cab. soc.* 2015, avril, n°273, p. 242
- "Propos hétérodoxes sur l'indemnité de licenciement", *JCP S* 2014, act. 393
- "Logique et surprises du cycle électoral", *Dr. soc.* 2014, 648.
- "Economie de la loi de sécurisation de l'emploi", *Cab. soc.* 2013, juillet, n°254, p. 280
- "Budgets du comité d'entreprise : le comptable et le légal", *Cab. soc.* 2013, avril, n°252, p. 186

NOTES DE JURISPRUDENCE

- Chroniques trimestrielles (contrat de travail) pour la *Revue des contrats* depuis avril 2016
- Chroniques mensuelles (contrat de travail) pour la revue des *Cahiers sociaux* (avril 2013-août 2018) et pour le *Bulletin Joly Travail* de septembre 2018 à avril 2022
- Chroniques semestrielles (droit social des transferts d'entreprise) pour la revue *Lexbase Social* depuis janvier 2020
- "Délit de recours au travail dissimulé : l'automaticité du certificat A1", *JCP S* 2023, 1129 (avec M. Verner)
- "Le formalisme de la convention tripartite de transfert", *RDT* 2023/1, p. 126
- "Le périple du temps de travail des salariés itinérants", *Gaz. Pal.* 7 févr. 2023, p. 20
- "Prescription et action à l'encontre d'une société tierce", *BJE* janvier 2023, p. 46
- "Le point de départ de la prescription de l'action portant sur des créances salariales", *RDC* 2022/4, p. 63
- "Le régime embryonnaire de la convention tripartite de transfert", *RDC* 2022/2, p. 120
- "Désaveu du CEDS : un coup d'épée dans l'eau ?", *SSL* n°2006, 27 juin 2022
- "Barème : une fin de saga bâclée", *SSL* n°2000, 16 mai 2022
- "Exiger l'exécution de la prestation de travail est-il discriminer ?", *Dr. soc.* 2022, 397 (avec N. Anciaux)
- "L'effet d'une grève externe en droit du transport aérien", *JCP S* 2021, 1302 (avec L. Sigouirt)
- "Le dédale de la non-discrimination religieuse", *D.* 2021, 1749 (avec N. Anciaux)
- "Prescription et droit du travail : le grand remue-ménages de la Chambre sociale", *SSL* n°1963, 19 juillet 2021
- "Le régime sibyllin de la prescription applicable à la discrimination continue", *SSL* n°1958, 14 juin 2021
- "La clause de non-concurrence éteinte par la clause de renonciation générale insérée dans l'acte transactionnel", *RDC* 2021/2, p. 109
- "Certificat de détachement et droit du travail : le mécano de la chambre sociale", *JCP S* 2021, 1140
- "Le juge pénal face au certificat de détachement", *AJ pénal* 2021, p. 202
- "Les effets du retrait d'un certificat de détachement pour l'entreprise utilisatrice de salariés détachés", *JCP S* 2020, 3118
- "L'ambiguïté du régime social des indemnités versées dans une transaction conclue post-rupture conventionnelle homologuée", *JCP S* 2020, 3110
- "Le travail tient le sociétaire en l'état", *BJT* déc. 2020, p. 30.

- "Portée du certificat de détachement : hors sécurité sociale, le juge national n'est pas lié!", *D.* 2020, 1523
- "La prescription applicable à la requalification-sanction pour irrégularité du motif de recours ou de la succession de CDD", *SSL* n°1897, 2 mars 2020, p. 8
- "Avis relatifs au barème Macron : la stratégie du flou", *SSL* n°1871, 26 août 2019
- "L'extension de la théorie cycle électoral aux élections complémentaires consécutives à un transfert d'entreprise", *Lexbase éd. Social*, n°792, 25 juillet 2019.
- "La portée des clauses de renonciation insérées dans une transaction post-rupture du contrat de travail", *Lexbase éd. Social*, n°781, 25 avril 2019
- "L'incidence du transfert sans maintien de l'autonomie de l'entité sur le sort du patrimoine du comité dissous", *Lexbase éd. Social*, n°776, 21 mars 2019
- "Le barème d'indemnisation face au droit international : la promesse de l'Aube", *Bull. Joly Trav.* janv. 2019, p. 9
- "L'articulation loi et convention collective en matière d'« inventions » de salariés", *D.* 2018, p. 1523 (avec S. Dormont)
- "La protection juridique du salarié : de la catégorie travailliste aux critères civilistes", *RDC* 2017/4, p. 668
- "Le manquement du salarié à son obligation de sécurité ne réduit pas son droit à réparation", *RDC* 2016/3, p. 508
- "Que reste-t-il de la référence au compte 641 ?", *JCP S* 2016, 1315
- "Le clair-obscur de l'obligation de sécurité en matière de harcèlement", *D.* 2016, 1681 (avec Y. Pagnerre)
- "Pas de transfert d'entreprise en cas de scission d'activités", *JCP S* 2016, 1142
- "Les accords donnant-perdant", *Cab. soc.* 2016, février, n°282, p. 89
- "L'action en justice en vue de la réunion du CHSCT", *JCP S* 2016, 1028.
- "Compte 641 - De l'inconstance, et de quelques autres défauts jurisprudentiels", *Cab. soc.* 2015, septembre, n°277, p. 440
- "L'extension de la représentation des salariés transférés au sein de l'entreprise d'accueil", *Dr. soc.* 2015, 624
- "Les accords de prorogation ou de réduction des mandats électifs : de l'unanimité à la majorité", *JCP S* 2015, 1085
- "La résistance en demi-teinte des juges du fond au compte 641 "remanié" ", *Cab. soc.* 2014, déc., n°269, p. 697
- "Baby-Loup : L'entreprise et l'expression des convictions religieuses", *Cab. soc.* 2014, juillet/août, n°265, p. 397
- "Les soubresauts du compte 641", *Cab. soc.* 2014, juin, n°264, p. 365
- "De l'impuissance du droit social européen. A propos des règles de calcul des effectifs", *Dr. soc.* 2014, 408.
- "Travail de nuit, travail du dimanche : l'organisation du temps de travail au prisme de l'affaire Séphora", *Dr. ouv.* 2014, n°787, p. 139
- "Validité d'un pacte intergénérationnel stipulé dans les statuts d'un syndicat professionnel", *Cab. soc.* 2014, janv., n°259, p. 17
- "Communication syndicale par voie électronique : question de constitutionnalité", *JCP S* 2013, 1457
- "Modification du contrat de travail par accord collectif : les suites individuelles de l'affaire Sogerma", *Cab. soc.* 2013, avril, n°251, p. 113
- "Le transfert d'entreprise à l'épreuve de l'égalité de traitement", *RDT* 2012, 294
- "La diffusion d'informations syndicales par voie électronique", *JCP S* 2012, 1155
- "De la nullité à l'inopposabilité des clauses compromissaires stipulées dans un contrat de travail interne", *Cab. soc.* 2012, n°238, p. 35

EDITOS / TRIBUNES

- "C'est dans les vieux pots qu'on fait les soupes avariées ! ", *Dr. soc.* 2023, 657
- "Lanceur d'alerte, un salarié sur-protégé ? ", *Dr. soc.* 2023, 377
- "Discrimination : causalité ou corrélation ? ", *D.* 2023, p. 457

ARTICLES DE PRESSE

- Entretien sur l'arrêt de la CA de Grenoble du 16 mars 2023 sur le barème, *LSQ*, 21 mars 2023, n°18760
- Entretien sur les arrêts du 11 mai 2022 relatifs au barème Macron, *UNSA Mag*, n°226, juillet-août 2022, p. 17
- "La condamnation européenne du macronisme social", *Le Monde*, 17 juin 2022
- "Comment se profilent les arrêts du 11 mai sur le barème ? Compte-rendu de l'audience du 31 mars", *SSL* n°1995, 11 avril 2022
- "Les certificats E101/A1 ne protègent plus contre les sanctions pénales", *LSQ*, 26 janv. 2021
- "Et la Cour de cassation conforta le barème Macron", *Le Monde*, 19 juillet 2019
- "La logique juridique n'est pas absente des jugements prud'homaux sur le barème", *SSL* n°1846, 24 janv. 2019
- "Cadres et non-cadres dans une situation nécessairement différente au regard des contreparties directes du travail" (interview de F. Champeaux), *SSL* n°1832, 15 octobre 2018
- "3 questions à Julien Icard sur : " Travail détaché : quels sont les changements apportés par la révision de la directive de 1996 ?", *Le Club des juristes*, entretien mis en ligne le 6 juin 2018.
- "L'affaire Whirpool : la Cour de cassation viole l'esprit du donnant-donnant", *Le Monde*, 20 mars 2017

INTERVENTIONS ACADEMIQUES

- Intervention sur « les enquêtes » au Colloque d'AvoSial sur « La preuve en droit du travail », Maison du Barreau, 9 décembre 2022
- Intervention « Périmètres du CSE et actualités et perspectives dans le contexte du renouvellement », Institut du travail de Strasbourg et Dreets Grand-Est, 7 décembre 2022
- Intervention « Contrat de travail international et pluralité des représentations » au Colloque « Contrat de travail international et pluralités » (dir. A. Donnette), Montpellier, 4 novembre 2022.
- Intervention « Le délai de prescription dépend de la nature de la créance, objet de la demande », au Colloque « Les prescriptions en droit du travail » (dir. D. Baugard), Université Paris 8, 20 oct. 2022
- Intervention « Application et potentialités de la Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne en droit du travail » à la Journée d'études « Le juge français et la Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne », ENM & CRJ de Grenoble Université (dir. R. Tinière), 3 juin 2022
- Intervention « L'entreprise en droit social » (avec G. Duchange) au Colloque du Laboratoire de droit social (dir. J.-F. Cesaro et A. Martinon), Université Paris 2, 1^{er} avril 2022
- Intervention à la table ronde « Prospective : les "salariés" et les "travailleurs" dans les textes français et communautaires » au colloque AvoSial « Vers un code des travailleurs ? », 6 décembre 2021.
- Intervention « La prescription en droit du travail », AFDT, 21 sept. 2021
- Intervention « La consultation du CSE, moyen de défense anti-OPA ? » lors du colloque AMDBF sur le thème : « Le droit des OPA en ébullition après les affaires Véolia/Suez et Scor/Covéa », Université Paris 2, 26 mai 2021.
- Intervention « Les crises et le CSE » (avec M.-C. Pottecher) au Colloque du Laboratoire de droit social (dir. J.-F. Cesaro et A. Martinon), Université Paris 2, 2 avril 2021.
- Intervention « Les points de convergence et de divergence avec la situation française » lors de la Conférence « Le plafonnement de l'indemnisation du licenciement injustifié : l'expérience italienne » (dir. L. Gamet), Société de législation comparée, 3 déc. 2020.
- Intervention « Les nouveaux modes de rupture pré-justifiés », lors de la Journée d'études « La rupture du contrat de travail, une technique évolutive d'études » (dir. D. Pallantza), Université d'Artois, 22 oct. 2020.
- Intervention « Le licenciement pour motif économique et la crise sanitaire » lors du colloque virtuel « Droit social & Covid-19 » (dir. P. Adam, R. Dalmaso, Y. Leroy, K. Meiffret et T. Kahn), Université de Lorraine, 16 avril 2020.
- Rapport de synthèse lors du Colloque « Le consentement du salarié après dix ans de réformes du droit du travail » (dir. V. Bonin, J.-P. Lhernould et S. Mayoux), Université de Poitiers, 11 oct. 2019
- Intervention « La conventionnalisation des règles relatives aux contrats "précaires" » lors du Colloque La conventionnalisation du droit du travail (dir. G. François), Université Clermont-Auvergne, 4 oct. 2019.
- Intervention lors de la table-ronde sur « Le barème Macron à l'épreuve des normes supra-nationales. A propos de quelques jugements prud'homaux. », AFDT Grand-Est, le 19 mars 2019
- Conférence « Le barème Macron à l'épreuve des juges prud'homaux », Université Lille, 14 mars 2019.

- Intervention « Le revenu universel, une alternative au contrat de travail ? » (avec Cl. Magord) dans le Colloque « Permanence et transformations du contrat de travail », Université Bordeaux, 8 mars 2019.
- Intervention « Le préjudice "nécessaire" en droit du travail » lors du Colloque « Les évolutions contemporaines du préjudice », Cour de cassation, 1^{er} février 2019.
- Intervention « Les transferts d'entreprise et le CSE » lors de la Journée d'études « Les institutions représentatives du personnel après les ordonnances Macron » (dir. J-P. Tricoit), Université Lille, 14 déc. 2018
- Intervention « La négociation collective et la petite entreprise » lors du Colloque « Droit du travail et petite entreprise », Université de Montpellier, 8 juin 2018.

ACTIVITES SCIENTIFIQUES EXTRA-UNIVERSITAIRES

- Membre du groupe d'experts sur les effets économiques et sociaux d'une extension des accords de branche (C. trav., L. 2261-27-1), depuis mars 2022
- Membre du jury du prix de thèse Avosial, depuis 2022
- Membre du jury du prix de thèse Voltaire-Liaisons Sociales, depuis 2020